

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22040 - 81ÈME ANNÉE

Conférence de presse d' Ary Yée Chong Tchi Kan et Jules Dieudonné

Une vision stratégique : la souveraineté énergétique

ors d'une rencontre avec les journalistes hier, Ary Yée Chong Tchi Kan, membre du secrétariat du PCR et Jules Dieudonné, ancien directeur du PRERURE ont rappelé qu'en matière d'autonomie énergétique, La Réunion est passée de 10 ans d'avance à 30 ans de retard. En cause, il y a le sabotage du PRERURE, feuille de route de l'autonomie énergétique pour 2025. Résultat : à chaque hausse des prix carburants, on parle de crise passagère. Pourtant, la dépendance énergétique de La Réunion vis à vis de l'extérieur est structurelle. Paul Vergès avait anticipé ces chocs en lançant une stratégie d'autonomie fondée sur les énergies locales et le tram-train. Ce cap a été brisé. Résultat : perte d'avance, dépendance accrue, pouvoir d'achat fragilisé. L'urgence est de retrouver une vision et d'agir concrètement.

Dès les années 2000, Paul Vergès portait une conviction simple : La Réunion ne peut construire son avenir en restant dépendante des énergies fossiles importées. L'objectif était clair : produire localement l'énergie consommée sur le territoire.

La stratégie régionale visait la réduction progressive des importations pétrolières, la construction d'une autonomie fondée sur les ressources locales, l'anticipation des crises mondiales et l'inscription de La Réunion comme territoire pilote de la transition énergétique.

Une approche globale, vingt ans d'avance

Cette vision ne se limitait pas à l'électricité. Elle était systémique :

- Développement massif des énergies renouvelables
- Transformation des mobilités avec le projet de tram-train

- Aménagement du territoire autour d'infrastructures durables
- Soutien à la recherche et à l'innovation locales

En 2010, La Réunion avait près de dix ans d'avance. PRERURE structurait la stratégie. Le programme STARTER en assurait la déclinaison opérationnelle. Le projet PETREL portait la prospective énergétique. Toutes les filières étaient explorées : photovoltaïque, éolien, énergie thermique des mers, géothermie, biomasse, méthanisation, gazéification.

Le tram-train : un choix énergétique

Le tram-train n'était pas qu'un projet de transport. C'était un levier énergétique majeur. Réduire la dépendance au tout-automobile, diminuer la consommation de carburants, structurer un aménagement du territoire cohérent : c'était la colonne vertébrale d'un nouveau modèle.

Ce virage stratégique a été brisé. Par ignorance ou par calcul politique, le programme a été démantelé. Le directeur du PRERURE, Jules Dieudonné, a été placardisé. L'avance accumulée a été dilapidée.

De l'avance au retard

Aujourd'hui, les tensions géopolitiques — guerre impliquant l'Iran, Israël et l'Amérique de Trump —, la hausse du pétrole et l'aggravation du changement climatique confirment la pertinence de cette vision.

Le constat est sévère :

- 2010 : La Réunion avait 10 ans d'avance.
- 2050 : elle pourrait avoir 30 ans de retard si on n'arrête pas la régression.

Le coût de l'inaction est immense :

- Coût économique : explosion des importations et des carburants
- Coût social : pression sur le pouvoir d'achat
- Coût environnemental : aggravation des émissions
- Coût stratégique : dépendance accrue

Le véritable enjeu aujourd'hui est simple : retrouver la capacité collective à agir.

M.M.

Retrouver la capacité d'agir

La vision portée par Paul Vergès n'était ni utopique ni idéologique. Elle était anticipatrice et cohérente. Elle visait à protéger La Réunion des soubresauts extérieurs, à construire une souveraineté énergétique, à faire de notre territoire un laboratoire mondial de la transition.

Nous avons les outils. Nous avons la vision. Nous avons l'avance.

Reconstruire l'économie informelle dans le commerce pour faire baisser les prix et créer des emplois : la classe la plus nombreuse, les pauvres, peut s'organiser pour renverser le système néocolonial -2-

Implantation du monopole de la grande distribution à La Réunion et mise en place du système néocolonial

À La Réunion, Pâques révèle un paradoxe : malgré la pauvreté, la pression sociale pousse à consommer cher. Découlant de la structure coloniale de la société, l'illusion d'imiter les dominants nourrit le monopole de la grande distribution dans le commerce, installé via un système néocolonial fondé sur la corruption, la privatisation des transferts publics et la destruction des commerces locaux. Les profits repartent en France. Une alternative serait de relancer le commerce de proximité pour baisser les prix et créer des milliers d'emplois.

A La Réunion, la fête de Pâques illustre un paradoxe social : malgré la pauvreté majoritaire, la pression sociale pousse à consommer des produits chers, notamment l'agneau. La grande distribution exploite cette quête de reconnaissance, nourrie par un imaginaire hérité du passé colonial où l'illusion d'appartenir au camp des dominants masque les inégalités réelles. Une alternative est possible : rompre le monopole de la grande distribution en reconstruisant l'économie informelle dans le commerce pour faire baisser les prix et créer des emplois.

La première partie de l'article a rappelé que l'abolition du statut colonial de La Réunion en 1946 ne s'est pas accompagné d'une remise en cause de la

structure de classe de la société coloniale voulue par le front de libération CRADS largement soutenu par la population. La seconde partie de l'article rappelle qu'un résultat de la départementalisation, mouvement réactionnaire visant à maintenir la structure coloniale, fut la mise en place d'un système néocolonial qui opprime la classe la plus nombreuse, les pauvres, en les maintenant dans la misère, le chômage, la dépendance à l'assistance et le clientélisme

L'arme de la corruption plutôt que la guerre coloniale

Pour combattre le front de libération réunionnais qui voulait renverser la structure coloniale, une guerre coloniale mobilisant une armée de soldats d'Afrique de l'Ouest, commandés par des Français ou des Réunionnais, comme à Madagascar contre le MDRM n'était pas envisageable à La Réunion. Car La Réunion était à la fin des années 1940 un pays où la totalité des habitants avaient la nationalité française. Paris utilisa alors l'arme de la corruption pour affaiblir le moteur du CRADS, le front de libération réunionnais, c'est-à-dire les syndicats. Alors que ces derniers revendiquaient simplement l'égalité des salaires des fonctionnaires avec leurs homologues

français — comme dans les autres colonies françaises, les indigènes étaient moins bien payés qu'en France, à travail égal, alors que les expatriés relevaient du cadre métropolitain avec le supplément colonial qui doublait le salaire par rapport à la France, à travail égal — Paris étendit le supplément colonial à toute la fonction publique à l'exception du chemin de fer, jugé trop revendicatif, qui fut liquidé.

L'origine de l'installation de la grande distribution

Les plus importants contingents des syndicats et leurs dirigeants étaient devenus des vazaha — ayant des revenus déconnectés de l'économie réunionnaise car dépendant totalement des subsides de l'ancienne puissance coloniale, avec un pouvoir d'achat de vazaha qui leur permit de vivre comme des Occidentaux, de se payer des domestiques, et d'acheter à prix d'or des produits importés de France. Cela avait de quoi faire taire la revendication de nouvelle société chez les bénéficiaires du supplément colonial, intégrés à la classe dominante. Pendant ce temps, la majorité des travailleurs étaient maintenus dans la misère. Le maintien de la structure coloniale favorisa celui de l'exclusive coloniale à La Réunion, à l'origine de l'installation de la grande distribution française, attirée par la bulle financière créée par la surrémunération.

Le syndrome du colonisé qui s'ignore persiste

La structure de la société coloniale était maintenue, y compris dans les têtes. Dans ce système, le colonisé envie le vazaha et veut accéder à ses privilèges. La grande distribution française offre la possibilité de consommer comme un vazaha, à condition d'accepter des prix calculés selon le pouvoir d'achat de la classe privilégiée. Forts de leur nationalité française, ces colonisés n'ont pas conscience de l'être et cherchent à imiter le vazaha.

Monopole de la grande distribution par la ruine des commerces traditionnels de proximité

Le chômage de masse toucha violemment la classe des travailleurs qui ne bénéficiaient pas du supplément colonial. Cette classe restait maintenue dans la misère comme sous le régime colonial. Les milliards apportés par l'égalité sociale augmentèrent son pouvoir d'achat sans lien avec l'économie réunionnaise, par des transferts financiers de l'ancienne puissance coloniale. Cela s'accompagna de la multiplication d'implantations d'enseignes de la grande distribution française autorisées par les maires. Ces centres commerciaux vendent cher l'illusion de la société de consommation occidentale en s'appuyant sur des marchandises importées à prix d'or. Ils finirent par obtenir le monopole de la distribution par la destruction de commerces traditionnels de proximité. Boutiques et marchés furent victimes de la désaffection des consommateurs. Car boutiques et marchés ne représentent pas la référence de consommation de la classe privilégiée : la société de consommation occidentale.

Installation du système néocolonial

L'argent dépensé dans ces enseignes de la grande distribution provient en grande partie des transferts financiers venus de France sous forme de salaires et d'allocations. Les profits sont ensuite rapatriés en France, c'est le système néocolonial qui transforme l'argent public venu de France en subventions pour des entreprises françaises via les profits de la grande distribution. Les Réunionnais servent de support à cette opération.

(à suivre)

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

A ! Si téi aprann in pé pliss zafèr lékol ?

Mézami nout tout i koné La Rényon lé dann loséan indien. Nout tout i pé oir si ni vé koman se loséan-la lé inportan. Si ni vé alé konprann dé shoz nout téléphone lé la sinplomman i fo domann ali.

Poitan mwin néna konm linpréssion nout zénèss i koné pli d'zafèr dsi lérop ké dsi loséan indien malgré litililité ké noré pou nout tout a konète pliss dé shoz dsi loséan indien. In pé va dir sé pars nou lé insilèr, mé insilèr i vé pa dir ni gingn pa konète é ni gingn pa aprann.

Poitan ni koné bien si néna kékshoz pou sov anou dann lavnir sé la matyèr griz nout popilassion pars sa néna in grann valèr é pars la zénèss néna léspri drolman ouvèr é paré pou akèye la konéssans.

Kontrèrman par rapor tout marshandiz la konéssanss sé sak i ogmante dann la kominikassion é sé sak lé pli fassil pou ramassé, pou klassé, pou an sèrvir... Mé wala, mwin néna konm linpréssion lékol i zoué pa forsséman lo bon rol li pouré zoué.

Néna inn-dé zour dann laktyalité téi parl l'homo sapiens é konm té in n'afèr dann laktyalité nou la antann dann bann radio demoune apré anparlé pou done rézon inn, tor l'ote san dévlop vréman in kozé-vérité, san amene dann lo déba dé shoz pou anrishir la konéssanss lo bann sobatkozèr.

Alor sirésèrtin i fo ni rofléshi... In zour mwin la antann in n'afèr, mi koné pa si lé vré. In zoinaliss té apré dir : tik-tok néna dé manyèr. Inn pou bann shinoi pou zot aprann in ta zafèr, é inn pou bann zéropéin pou rann azot pli bète.. Si lé vré, kossa i anpèsh anou dévlop in tik-tok la konéssanss konmsa nout zénèss èl ossi èl i vien pli intélizan é ni lèss pa abétir anou. Si lé vré mé lé pa prouvè pou mwin.

Alor lé sirésèrtin i fo la zénèss néna légalité dsi la késtyonn la konéssans mé sa i fo organisé intélizaman... Hmmm ! Intélizaman sa in késtyon inportan sa ! Mé i paré dann tan lontan in prézidan d'konsèye téi apèl Clémenceau la di, la guèr sé kékshoz tro inportan pou konfyé sa bann militèr. Mi koné pa si lé vré mé lé dikassion sré pa tro inportan pou konfyé sa lédikassion nassional ? Késtyonn ri in pé.

A bon antandèr salu !

Justin